

<https://www.aefinfo.fr/depeche/720232-education-prioritaire-l-ozp-denonce-un-renonceme...>

✍ Elise Le Berre

🕒 6 min read

## Éducation prioritaire : l'OZP dénonce un renoncement à la démocratisation du système éducatif

L'absence de l'éducation prioritaire dans les débats politiques actuels est le signe d'un "renoncement à la démocratisation du système éducatif" déplore l'OZP (Observatoire des zones prioritaires), lors de ses rencontres le 16 octobre 2024. Bien que le sujet lui semble être dans "l'angle mort" des politiques ministérielles, l'association définit ses priorités, parmi lesquelles, "l'appui de la recherche" : "le débat sur l'éducation prioritaire n'est jamais fondé sur des savoirs", regrette l'OZP. Cette politique doit aussi s'inscrire "dans la durée" et être rendue plus attractive, en "redonnant le pouvoir d'agir aux enseignants".



L'OZP préconise de mieux s'appuyer sur la recherche pour la politique d'éducation prioritaire, alors qu'une récente étude de l'IPP pointe les effets "pervers" des QPV. Spech

Quel avenir pour l'éducation prioritaire dans le contexte actuel ? Alors que la dernière révision de la cartographie prioritaire remonte à 2015, et que ce chantier semble délaissé par les derniers ministres de la rue de Grenelle, l'OZP s'est posé la question lors de ses rencontres, le 16 octobre 2024.

"Nous sommes dans un contexte marqué par les crises", indique à AEF info Marc Douaire, président de l'OZP. Que ce soit la crise sanitaire, "qui a surtout affecté les élèves de milieux populaires", ou les émeutes de juin 2023, qui ont matérialisé "un sentiment d'injustice, de rancœur". Et pourtant, l'éducation prioritaire est "laissée en jachère", déplore le président de l'association.

Des politiques publiques "non évaluées"

Inquiète de l'absence de l'éducation prioritaire des débats politiques, l'OZP tente d'apporter des éléments de contexte. En 2005, les émeutes des banlieues éclatent, et "tous les ministères sont chargés de chercher des solutions. La rue de Grenelle vient alors d'obtenir un rapport suggérant la mise en place des RAR, qu'il met en place, en réponse à ces émeutes".

Le gouvernement de Dominique de Villepin "réactive alors la politique d'éducation prioritaire, en sommeil depuis les Assises nationales de 1998", explique Marc Douaire. Avec à la fois une "dimension pédagogique, et une dimension sociale".

Par la suite, ce réseau est remplacé par le dispositif "Éclair", "qui a surtout pour visée de lutter contre la violence. On assiste là à un virage idéologique qui ne fait pas l'objet d'un débat public, ou au Parlement", observe Marc Douaire, qui regrette aussi "l'absence d'évaluation des politiques publiques" d'éducation prioritaire - constatée également dans le rapport "Carel".

L'année 2017, avec la mise en place des dédoublements, marque aussi, selon lui, une "rupture dans la politique de l'éducation prioritaire. C'est là encore un dispositif qui coûte cher, mais qui n'est pas évalué". Un rapport de l'IGESR, non rendu public, soulignait des résultats "en deçà des bénéfices attendus", même si Anne Genetet, auditionnée ce mois-ci par les sénateurs, a mis en avant "de premiers frémissements".

Plus tard, les émeutes de juin 2023 n'ont, elles, donné lieu à aucune politique nouvelle, "sauf des réponses sécuritaires : le ministère de l'Éducation nationale n'a rien proposé", regrette l'association. Elle voit, dans l'absence de l'éducation prioritaire des discours politiques actuels, un "renoncement à la démocratisation du système éducatif".

L'éducation prioritaire, "angle mort" de la politique ministérielle

Même si l'éducation prioritaire semble être dans "l'angle mort" de la politique ministérielle, l'association espère bien être reçue sur ce sujet par la nouvelle ministre, Anne Genetet, qui n'a, à ce jour, pas présenté de calendrier. "Nous n'avons pas été reçus par les derniers locataires de la rue de Grenelle", regrette Marc Douaire.

L'OZP avait toutefois été reçu par le cabinet de Pap Ndiaye, et devait faire partie du groupe de travail sur la carte de l'éducation prioritaire, qui n'avait finalement pas eu le temps d'être lancé ([lire sur AEF info](#)).

Plus tard, Nicole Belloubet, interrogée lors d'une audition à l'Assemblée nationale, reconnaissait que si le sujet figurait dans sa lettre de mission, il était "délicat" : "personne n'a jamais osé s'y attaquer ni embrasser le problème" ([lire sur AEF info](#)). Ce qui n'empêche pas Marc Douaire d'interroger : "Quelle politique d'éducation prioritaire voulons-nous ?"

s'appuyer sur la recherche et rendre attractive l'éducation prioritaire

L'OZP émet sept propositions :

1. S'appuyer sur les **travaux de la recherche**. "Le débat sur l'éducation prioritaire n'est jamais fondé sur des savoirs". Il faut alors "reprendre tout ce que nous savons de la réussite scolaire en milieu populaire. Il existe une quantité de travaux très riches, qui nous disent ce qui est souhaitable de faire, et qui sont fondés scientifiquement",
2. Une inscription "**dans la durée**. On n'imagine pas une politique d'éducation prioritaire qui ne soit pas inscrite dans la durée, de la petite section à la sortie du collège",
3. Une **définition nationale**, "avec des territoires et des établissements choisis nationalement, sur des critères objectifs",

4. Une "**dynamique collective**". Il faut co-élaborer cette politique, en s'appuyant sur l'expertise que portent les enseignants. C'est le sens de notre demande nationale d'Assises prioritaires",
5. Des **formations initiales et continues** "qui soient vraiment professionnalisantes, et qui reposent sur la problématique de la question sociale". L'OZP prône notamment l'importance qu'une équipe de réseau puisse "élaborer son propre projet de formation en fonction de son projet de réseau, et des besoins de ses élèves". Avec l'appui "d'un universitaire, d'un conseiller pédagogique, ou encore d'un inspecteur : mais que ce ne soit pas imposé 'd'en haut'",
6. Un pilotage sur des **finalités claires et partagées** sur la question de l'égalité,
7. **Rendre attractive l'éducation prioritaire**, en redonnant le pouvoir d'agir aux enseignants qui y travaillent. "La logique indemnitaire n'est pas le principal levier qui fait venir les enseignants. Le principal effet, c'est l'intérêt du travail qu'on mène", estime l'association. Marc Douaire appelle à "une autre conception du métier, avec un collectif de professionnels, bénéficiant de temps de concertation et reconnus sur ce métier".

## prochaines rencontres : Formation des enseignants et cités éducatives

Les prochaines rencontres de l'OZP auront lieu le :

- 4 décembre : rencontres sur les actions et la gouvernance des cités éducatives, avec les cités éducatives de Bondy et de Bobigny.
- 18 janvier : "Quelle formation initiale et continue des enseignants en éducation prioritaire ?", avec Julien Netter, maître de conférences en sciences de l'éducation à l'Inspé de Créteil – UPEC.

Generated with Reader Mode